MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasilia
Semaine du 19 10 2026

Marchés financiers brésiliens : évolutions à l'approche du second tour de l'élection présidentielle

À l'approche du second tour de l'élection présidentielle prévu ce dimanche 25 octobre, les marchés financiers brésiliens évoluent dans l'attente des résultats. L'Ibovespa enregistre des fluctuations, tandis que les investisseurs étrangers ajustent leurs positions en fonction des perspectives électorales.

Face à la montée du surendettement des ménages, la Banque centrale prépare un encadrement plus strict du crédit

Face à la dégradation de la solvabilité des ménages brésiliens, la Banque centrale envisage de durcir les conditions d'octroi des crédits sans garantie. Alors que les impayés et le poids du service de la dette progressent, les mesures étudiées visent à renforcer l'évaluation des emprunteurs et à prévenir le surendettement.

LE CHIFFRE A RETENIR :

6,1 Md USD

L'excédent commercial du Brésil vis-à-vis de l'UE sur la période janvier-septembre 2026.

Source : MDIC

Hausse des exportations brésiliennes en 2026, y compris vers l'UE, dans un contexte de progression du cours des matières premières et d'application provisoire de l'accord UE-Mercosur

De janvier à septembre 2026, les exportations brésiliennes ont progressé de 10,4 % en glissement annuel à 284,6 Md USD (253,4 Md EUR) et l'excédent commercial a atteint 62,4 Md USD (55,5 Md EUR). Cette dynamique repose notamment sur la progression des ventes de produits extractifs et agricoles. Les exportations vers l'Union européenne ont, quant à elles, augmenté de 20 % sur la période dans un contexte marqué par l'application provisoire de l'accord UE-Mercosur.

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-0,6%	+21,0%	204 122
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	+2,1%	-5,8%	115
Taux de change USD/BRL	-0,6%	-2,7%	5,04
Taux de change €/BRL	-0,5%	-4,9%	5,66

Note : Données du jeudi à 11h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Actualités macro-économiques & financières

Marchés financiers brésiliens : évolutions à l'approche du second tour de l'élection présidentielle

À trois jours du second tour de l'élection présidentielle, les marchés financiers brésiliens restent attentifs à l'évolution des intentions de vote. Ils avaient fortement progressé durant la semaine du 5 octobre, à la suite des résultats du premier tour. L'Ibovespa, qui avait reculé de 1,74 % pendant la semaine du 12 octobre, a connu des fluctuations en début de semaine : en baisse de 0,17 % lundi 19 octobre, il a rebondi de 1,57 % mardi, avant de perdre à nouveau 0,86 % mercredi pour s'établir à 206 495 points. Le réal a également fluctué, le dollar s'échangeant à 5,03 BRL le 21 octobre contre 5,10 BRL le 15 octobre. Le resserrement de l'écart entre les candidats Flávio Bolsonaro et Lula dans les sondages, ainsi que les dernières annonces économiques des candidats, constituent des facteurs susceptibles d'influencer les marchés. Les conditions financières internationales jouent également un rôle dans l'évolution des cours, sans qu'il soit possible d'isoler précisément l'effet de chacun de ces facteurs.

Les évolutions sectorielles de l'indice boursier Ibovespa reflètent des anticipations de détente monétaire associées à une éventuelle victoire de Flávio Bolsonaro. Mardi 20 octobre, les valeurs bancaires ont soutenu l'indice, avec des progressions de 4,36 % pour BTG Pactual, 2,89 % pour Bradesco et 1,88 % pour Itaú. Les entreprises tournées vers le marché intérieur ont également bénéficié du recul anticipé des taux d'intérêt, à l'image du distributeur Magazine Luiza (+14,79 %). À l'inverse, Vale (–1,39 %) a été pénalisée par le repli du minerai de fer. La veille, Petrobras avait perdu 2,82 %, après avoir atteint des niveaux records, en raison de la baisse des cours du pétrole.

Les investisseurs étrangers ont largement contribué au mouvement haussier consécutif au premier tour. Selon les données de la B3 (bourse brésilienne), les entrées nettes de capitaux étrangers atteignaient 18,75 Md BRL au 15 octobre, dont environ 10 Md BRL lors de la seule séance du 5 octobre, un record quotidien. Toutefois, la réduction de l'avance de Flávio Bolsonaro dans les sondages conduit certains gestionnaires à réduire leur exposition et à renforcer leurs couvertures. La demande d'options de vente sur les actifs brésiliens progresse, tandis que plusieurs fonds privilégient désormais l'attente du résultat électoral avant de prendre de nouvelles positions.

Sur le plan politique, plusieurs mesures économiques annoncées par le gouvernement Lula entretiennent le débat sur les perspectives budgétaires. Le 21 septembre, le président a transmis au Congrès une proposition d'amendement constitutionnel visant à financer la gratuité des transports publics les week-ends et jours fériés. Le financement de cette mesure reposerait sur une réaffectation de 12 Md BRL d'amendements parlementaires. Cette proposition devra être examinée par le Congrès. Par ailleurs, le calendrier des versements du

Bolsa Família a été avancé afin que les bénéficiaires reçoivent les montants revalorisés avant le second tour. Le ministère compétent invoque les effets attendus du phénomène climatique El Niño.

Face à la montée du surendettement des ménages, la Banque centrale prépare un encadrement plus strict du crédit

La Banque centrale du Brésil (BCB) prépare un ensemble de mesures visant à renforcer les conditions d'octroi du crédit aux particuliers, dans un contexte de dégradation de la solvabilité des ménages. Les dispositions envisagées cibleraient principalement les crédits sans garantie, notamment ceux contractés par l'intermédiaire des cartes de crédit et les prêts personnels. Le déploiement de ces mesures serait progressif, sans relèvement immédiat des exigences de fonds propres des établissements financiers.

Cette initiative intervient dans un contexte de tensions persistantes sur le crédit, alimentées par le niveau élevé des taux d'intérêt. Selon les dernières données de la BCB, le taux d'impayés à plus de 90 jours des particuliers atteignait 6,0 % en août 2026, contre 8,0 % pour les seuls crédits à ressources libres (prêts dont les taux sont librement négociés entre les banques et les emprunteurs). Le taux d'intérêt moyen de ces prêts libres atteignait 61,7 % par an, un niveau particulièrement élevé, qui renchérit le coût des emprunts et alourdit le risque de surendettement. Au global, l'endettement des ménages représentait 49,9 % de leur revenu annuel en juillet.

La BCB s'inquiète également du poids croissant du service de la dette dans le budget des ménages, dont 28,7 % du revenu était consacré au remboursement des emprunts en juillet. Cette situation traduit une vulnérabilité accrue aux coûts de financement, particulièrement pour les ménages ayant recours aux crédits renouvelables ou aux prêts personnels sans garantie. Si le développement des banques numériques et des fintechs a favorisé l'inclusion financière, la facilité d'accès au crédit soulève également des interrogations sur l'évaluation de la capacité de remboursement des emprunteurs. A ce titre, le président de la BCB, Gabriel Galípolo, a évoqué fin septembre la nécessité de lutter contre les pratiques de crédit agressives et de renforcer la transparence.

Le premier axe envisagé consisterait à renforcer les obligations des établissements prêteurs en matière d'évaluation de la solvabilité. Les banques devraient apprécier plus rigoureusement la capacité de remboursement des emprunteurs et l'adéquation des produits proposés à leur situation financière. Des exigences accrues de transparence permettraient également aux consommateurs de mieux comprendre les conditions de financement avant la souscription d'un crédit.

La BCB étudierait par ailleurs plusieurs expériences internationales, notamment celle de Singapour, où l'accès au crédit sans garantie est plafonné en fonction des revenus des emprunteurs. Aucune décision n'a toutefois été annoncée concernant l'adoption d'un mécanisme équivalent au Brésil. Ces mesures répondraient à un double objectif : prévenir l'accumulation de risques dans les portefeuilles bancaires et limiter le surendettement des ménages. Si ces pistes sont à l'étude, aucune date officielle de présentation ni d'entrée en vigueur n'a été annoncée à ce stade.

Étude Économique & financière

Hausse des exportations brésiliennes en 2026, y compris vers l'UE, dans un contexte de progression du cours des matières premières et d'application provisoire de l'accord UE-Mercosur

La hausse des exportations concerne l'ensemble du commerce extérieur brésilien, y compris les échanges avec l'UE. Sur les neuf premiers mois de 2026, les exportations brésiliennes ont atteint 284,6 Md USD (253,4 Md EUR), soit une hausse de 10,4 % par rapport à la même période de 2025. Les importations ont également progressé à un rythme plus modéré et s'établissent à 222,26 Md USD (197,8 Md EUR), en hausse de 5 %. Cette évolution a porté l'excédent commercial à 62,4 Md USD (55,5 Md EUR ; + 34,8 %).

La croissance des exportations s'appuie sur plusieurs secteurs, avec une progression particulièrement marquée des industries extractives. De janvier à septembre 2026, leurs exportations ont augmenté de 21,2 % à 71,15 Md USD (63,3 Md EUR). Les ventes agricoles ont également progressé de 8,9 % à 64,84 Md USD (57,7 Md EUR), tandis que les produits manufacturés, premier poste d'exportation en valeur, ont augmenté de 6,3 %, à 146,91 Md USD (130,8 Md EUR). Les ventes de pétrole et de minerais contribuent à la dynamique des industries extractives. Les prix du pétrole ont été soutenus par les perturbations de l'approvisionnement liées au conflit au Moyen-Orient. La hausse des prix de certaines matières premières a également contribué à accroître les recettes d'exportation brésiliennes. Le ministère brésilien du Développement, de l'Industrie, du Commerce et des Services (MDIC) indique par exemple que l'indice des prix à l'exportation des combustibles a augmenté de 29,6% en progression annuelle en septembre 2026 et de 14,1 % pour celui des matières premières agricoles.

Les échanges avec l'UE progressent dans le contexte de l'application provisoire de l'accord UE-Mercosur. Sur les neuf premiers mois de 2026, les exportations brésiliennes vers l'UE ont

atteint 44,1 Md USD (39,3 Md EUR), contre 36,8 Md USD (32,7 Md EUR) un an auparavant, soit une hausse de 20 %. Les importations brésiliennes en provenance de l'UE ont progressé de 0,8 %, à 38,1 Md USD (33,9 Md EUR). Au total, le Brésil affiche ainsi un excédent commercial de 6,10 Md USD (5,4 Md EUR) avec l'UE. Appliqué à titre provisoire depuis le 1er mai 2026, le volet commercial de l'accord prévoit notamment une réduction progressive des droits de douane et des dispositions facilitant certains échanges de biens et de services entre l'UE et les pays concernés du Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay et Uruguay). La forte progression des exportations brésiliennes vers l'Union européenne s'explique principalement par l'augmentation des volumes expédiés de pétrole brut (+95,5 %), de minerais de cuivre (+111,3 %) et de soja en grains (+234,6 %). Ces augmentations en volume se traduisent également par une progression marquée de ces postes d'exportations en valeur, respectivement de 139 %, 226,7 % et 276,3 %. Il est toutefois trop tôt pour isoler précisément l'effet de l'accord sur la hausse des exportations observée en 2026.

La Chine demeure le premier partenaire commercial du Brésil. De janvier à septembre 2026, la Chine a absorbé 84,7 Md USD (75,4 Md EUR) d'exportations brésiliennes, soit 29,8 % du total, devant l'Union européenne (15,5 %) et les États-Unis (9,7 %). Du côté des importations, la Chine arrive également en tête avec 58,6 Md USD (52,2 Md EUR), soit 26,4 % du total, suivie de l'Union européenne (17,1 %) et des États-Unis (14,3 %). Le Brésil dégage un excédent commercial de 26,1 Md USD (23,2 Md EUR) avec la Chine, mais enregistre un déficit de 4,3 Md USD (3,9 Md EUR) avec les États-Unis.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.
Rédaction : Rachèle Sannier (Conseillère macroéconomique), Léo Portier (Adjoint)

Abonnez-vous : leo.portier@dgtresor.gouv.fr